

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
1.	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé;i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
2.	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les raisons du déplacement;b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;c) les coûts ventilés;d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3.	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	<p>Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 ;b) les noms des firmes de publicité retenues ;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;e) le but visé par chaque dépense ;f) Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :g) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 ;h) les noms des firmes de publicité retenues ;i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;j) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
	k) le but visé par chaque dépense ;
5.	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>d) les sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;</p> <p>e) le but visé par chaque dépense;</p> <p>f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe:</p> <p>g) les sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;</p> <p>h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p> <p>i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);</p> <p>j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>k) le but visé par chaque dépense;</p> <p>l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.</p>
6.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;</p> <p>Donnée par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants,</p> <p>s'il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.</p>
7.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) la nature de la formation;</p> <p>d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;</p> <p>e) les personnes qui ont reçu la formation.</p>
8.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>
9.	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;e) une description de son mandat;f) la date de début de son contrat;g) la date prévue de fin de son contrat;h) sa rémunération annuelle.
11.	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet;b) la nature du projet;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;e) les plus récentes évaluations du coût du projet;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour;k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :<ul style="list-style-type: none">- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
12.	<p>Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet ;b) la nature du projet ;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :<ul style="list-style-type: none">- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
13.	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) les distributeurs d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">I. a) au Québec;II. b) à l'extérieur du Québec.
14.	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020, ventiler par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;c) les coûts d'acquisition des appareils;d) le coût d'utilisation des appareils;e) le coût des contrats téléphoniques;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
	<ul style="list-style-type: none">f) les noms des fournisseurs;g) le nombre de minutes utilisées;h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;k) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil
15.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021:</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;o) le nombre d'employés permanents et temporaires.p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
	s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
16.	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées. d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) le coût d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant. k) S'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse.
18.	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19.	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux
20.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
	m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</i>
21.	Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
22.	Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin d'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2020-2021.
23.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2020-2021.
24.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2020-2021.
25.	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.
26.	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.
27.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
28.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
	de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
29.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
30.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
31.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
32.	Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
33.	Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant; a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
34.	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le détail des mandats;b) le coût (déplacements, etc.);c) le nombre de ressources affectées;d) le nombre de rencontres;e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;f) l'objet;g) les dates.
35.	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
36.	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
37.	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.</p>
38.	<p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.</p>
39.	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandés par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.</p>
40.	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
41.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
42.	<p>Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.</p>
43.	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
44.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
45.	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
46.	Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : c) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; d) fournir la liste des salaires versés.
47.	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49.	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
50.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévision pour 2019-2020.
51.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.
52.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévision pour 2020-2021.
53.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
56.	Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
57.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

#	Demande de renseignements généraux
	e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
58.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
61.	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
62.	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
63.	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer: a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
64.	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) L

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

65. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.
66. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.
67. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.
68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.
69. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.
70. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
 - a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
 - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
71. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
72. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
73. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
74. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
75. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
76. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
77. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
78. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.
79. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
80. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

81. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.
82. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
83. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.
84. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
 - a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
85. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
86. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020:
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
87. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
88. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
89. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

90. Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :
- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère ;
 - b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés ;
 - c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant.
 - i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
 - d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère.
 - e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement.
 - f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.
91. Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.
92. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
93. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectués;
 - c) Rémunération totale déboursée.
94. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
- a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2019 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.
6. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou donnée par un professionnel ou une firme externe.
7. La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.
14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020.
21. Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par moi, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.
86. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :
 - a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
89. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
94. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
 - a) nombre total de véhicules;
 - b) le type de véhicules;
 - c) le nombre de véhicules hybrides;
 - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
 - e) le nombre de véhicules électriques.

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

23. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
24. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
35. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
37. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

39. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020.
 44. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
 47. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
 48. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
 58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, société d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
 59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

60. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020.
62. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme
63. diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme
66. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.
71. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
72. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
73. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
74. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
75. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
76. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
77. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
78. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
79. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

80. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.
 81. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.
 82. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
 83. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.
 88. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
 90. Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère pour 2019-2020.
-

Question dont la réponse se retrouve sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>

10. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020:
 - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Questions dont les réponses seront présentées au Rapport annuel 2018-2019 du Ministère.

38. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme.

36. La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. (**Secrétariat du Québec aux relations canadiennes**)
46. Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. (**Ministère du Conseil exécutif**)
49. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. (**Société du Plan Nord**)
50. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. (**Société du Plan Nord**)
51. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. (**Ministère des Transports**)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

52. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. (**Ministère des Transports**)
 53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. (**Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**)
 54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles. (**Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles**)
 55. Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord. (**Société du Plan Nord**)
 56. Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services. (**Ministère de la Justice**)
 62. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. (**Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration**)
 67. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020. (**Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration**)
 91. Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fond vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. (**Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques**)
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Exposé et statistiques :

Les informations au 31 mars 2020 sont fournies aux annexes.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18) <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales
Secteur du développement et des partenariats de Services Québec

COLLABORATION : Tous les secteurs du MTESS

VALIDATION : SOF-DCCR-DGRFC

DATE : 1^{er} juin 2020

Informations complémentaires à la fiche RG-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

Exposé et statistiques :

Mode d'octroi des contrats : en vertu du Cadre de gestion de la publicité, la commandite et les salons et expositions, le Ministère doit recourir aux services du secteur du placement médias du CSPQ (service obligatoire) au chapitre de la négociation des tarifs et des achats médias.

Prix Hommage bénévolat-Québec

But visé par la dépense : Le gouvernement du Québec a adopté la Stratégie gouvernementale en action bénévole 2016-2022. Sur le thème « L'action bénévole : un geste libre et engagé », la Stratégie repose sur deux grandes orientations, soit la consolidation et la reconnaissance de l'action bénévole au Québec. Les prix Hommage bénévolat-Québec répondent à l'une des mesures déterminées dans la Stratégie visant à soutenir et reconnaître l'action bénévole par la remise d'une quarantaine de prix remis annuellement à des bénévoles et à des organismes. Afin de stimuler l'inscription d'un plus grand nombre et d'honorer les lauréats, le MTESS effectue de la publicité pour marquer les deux temps forts, soit la période de mise en candidature et le dévoilement des lauréates et lauréats.

Fournisseur : Cossette par l'entremise du CSPQ

Détails : Facebook

Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux en 2019-2020 : 2 524,50 \$

Programme de qualification obligatoire

But visé par la dépense : Un certain nombre de métiers nécessitent l'obtention d'un certificat de qualification émis par le Ministère. L'employeur doit s'assurer d'embaucher des personnes détenant les certificats requis.

L'obtention du certificat est liée à l'apprentissage en milieu de travail. Les entreprises contribuent ainsi à former les apprenties et apprentis.

Afin de stimuler l'inscription à ce programme, le MTESS effectue de la publicité pour rappeler l'importance de ce certificat de qualification.

Fournisseur : Cossette par l'entremise du CSPQ

Détails : Facebook

Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux en 2019-2020 : 4 721,74 \$

Emploi étudiant

But visé par la dépense : L'objectif de la campagne Emploi étudiant est de faire la promotion de Placement en ligne (PEL), un service offert par le MTESS. Ce site guide la clientèle étudiante vers des ressources lui permettant d'effectuer des choix de carrière

appropriés de même que d'expérimenter et de mieux connaître le marché du travail. Il permet également aux employeurs d'inscrire leurs offres d'emploi ou de stage rémunéré et de rechercher des candidats. PEL est la seule façon, pour les étudiantes et les étudiants, de postuler à un emploi d'été ou à temps partiel dans la fonction publique québécoise.
Fournisseur : Cossette par l'entremise du CSPQ
Détails : Facebook, Instagram, Google Adwords
Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux en 2019-2020 : 10 409,56 \$
Semaine de la solidarité sociale
But visé par la dépense : La Semaine de la solidarité, organisée autour de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, est une initiative du gouvernement du Québec. Initialement mise en place dans le cadre du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015, le gouvernement s'est engagé à poursuivre ces activités dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023.
Cette semaine vise à sensibiliser la population aux difficultés vécues par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, à lutter contre les préjugés dont elles sont parfois victimes et à mettre en lumière leur potentiel. Elle représente ainsi une bonne occasion pour le gouvernement d'encourager et de promouvoir les initiatives visant à faire du Québec une société plus inclusive, solidaire et marquée par la justice sociale.
Fournisseur : Cossette par l'entremise du CSPQ
Détails : Facebook
Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux en 2019-2020 : 328,72 \$
Registre des entreprises
But visé par la dépense : Le Registraire des entreprises contribue à la protection des entreprises, des associations et des citoyens dans leurs relations économiques et sociales en appliquant les différentes lois régissant les entreprises et leurs activités. Il est sous la gouverne du MTESS. Afin de faire connaître les registres et son accessibilité à tous, une vidéo promotionnelle a été diffusée sur les médias sociaux.
Fournisseur : Cossette par l'entremise du CSPQ
Détails : Facebook
Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux en 2019-2020 : 2 360,45 \$
Déploiement de Services Québec
But visé par la dépense : Faire connaître Services Québec, la porte d'entrée des programmes et services gouvernementaux destinés aux citoyens et aux entreprises. La campagne s'inscrit en complémentarité avec les autres actions de communication en soutien au déploiement des différents bureaux de Services Québec.
Fournisseur : Cossette par l'entremise du CSPQ
Détails : Publicité Web
Somme dépensée en publicité sur Internet et les médias sociaux en 2019-2020 : 1 500 \$
Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 15 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par le ministère ou l'organisme :

- d) les sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.

Par un professionnel ou par une firme externe:

- g) les sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- k) le but visé par chaque dépense;
- l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Exposé et statistiques :

- Des événements de presse pour un coût total **117 135 \$** ont été organisés pour faire connaître les actions majeures réalisées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au 31 mars 2020.

Événement	But visé	Fournisseur
Tournée du Québec En action pour la main-d'œuvre du ministre auprès des partenaires et intervenants du marché du travail (Tournée) – Région de la Chaudière-Appalaches (Saint-Georges)	Tournée	Logistique : Style musique enr.
		Location de salles : Le Georgesville
Tournée – Région de la Côte-Nord (Sept-Îles) – Événement annulé	Tournée	Logistique : Média flash enr.

Tournée – Région de l’Estrie (Sherbrooke)	Tournée	Logistique : Audiovisuel Collins inc.
		Location de salles : Grand hôtel Times Sherbrooke inc.
		Photocopies : Grand hôtel Times Sherbrooke inc.
		Service d’une photographe
Conférence de presse pour aider les régions à lutter contre la pauvreté	Annonce publique	Logistique : Duoson multimédia
Région de Montréal - Conférence de presse pour lancer un appel important aux travailleurs expérimentés	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Tournée – Région de Montréal (Montréal)	Tournée	Logistique : CSPQ
Conférence de presse concernant les pensions alimentaires	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Colloque RQAP – Congrès de l’ACFAS	Allocution sous forme de vidéo	Service d’un caméraman pour une vidéo préenregistrée
Travailleurs expérimentés - Forum 50 ans et plus à Trois-Rivières	Allocution sous forme de vidéo	Service d’un caméraman pour une vidéo préenregistrée
Collectif des entreprises d’insertion	Allocution sous forme de vidéo	Service d’un caméraman pour une vidéo préenregistrée
Conférence de presse pour le lancement de la Stratégie nationale pour l’intégration et le maintien en emploi de personnes handicapées 2019-2024	Annonce publique	Logistique : CSPQ
		Achat de musique : Premium Beat
		Impression : Groupe ETR
		Service d’interprète – Langage des signes : Service régional d’interprétariat de l’est du Québec inc.
Tournée – Région de la Capitale-Nationale (Québec) – Bilan de mi-tournée	Tournée	Achat de musique : Premium Beat
		Logistique : CSPQ
		Location de salles et logistique : Hôtel Château Laurier Québec
Conférence de presse pour les ententes de transfert relatives au marché du travail avec le fédéral	Annonce publique	Logistique : CSPQ
		Location de salles, photocopies et logistique : Hôtel Bonaventure
		Service d’un photographe : Studios Jonathan Robert
Tournée – Région de Laval (Laval)	Tournée	Logistique : CSPQ

Conférence de presse pour soutenir les membres des Premières Nations et les Inuits dans leurs démarches menant vers l'emploi	Annonce publique	Logistique : Duoson multimédia
Conférence de presse pour une annonce concernant le secteur des effets visuels et de l'animation	Annonce publique	Logistique : CSPQ
		Service d'un photographe : Studios Jonathan Robert
Tournée – Région des Laurentides (Saint-Jérôme)	Tournée	Logistique : CSPQ
		Impression : Les Impressions Bourg-Royal inc.
		Service d'un photographe : Studios Jonathan Robert
Conférence de presse pour une annonce pour SCALE AI	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Conférence de presse pour un soutien financier à l'action communautaire	Annonce publique	Logistique : Duoson multimédia
Tournée – Région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (Gaspé)	Tournée	Service d'un photographe : Jacques Gratton photographe
		Photocopies : Hôtel Baker
		Logistique : CSPQ
		Location de salles : Hôtel Baker
Tournée – Région de l'Outaouais (Gatineau)	Tournée	Logistique : Proson
Conférence de presse Entente Canada-Québec pour l'intégration des jeunes au marché du travail	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Conférence de presse pour faciliter le recrutement et l'intégration en emploi des personnes immigrantes	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Conférence de presse pour le déploiement des conseillers en immigration régionale du MIDI ainsi que sur la mise en place de services de proximité s'adressant aux entreprises québécoises et aux partenaires régionaux	Annonce publique	Logistique : CSPQ
PME – Montréal	Annonce publique	Logistique : Duoson
Tournée – Région du Nord-du-Québec (Chibougamau)	Tournée	Logistique : Musique Gauthier
Tournée – Région de la Côte-Nord (Sept-Îles)	Tournée	Service d'un photographe : Julien Choquette
		Logistique : Média flash enr.
		Location de salles : Château Arnaud

Lancement du Plan d'action sur la main-d'œuvre (Chantiers des compétences)	Annonce publique	Location de salles et logistique : Delta Trois-Rivières
		Logistique CSPQ
		Achat de musique : Premium beat
		Achat de photos : Istock
Annonce concernant le 3 ^e appel de projets dans le cadre du Programme visant la lutte contre le harcèlement psychologique ou sexuel dans les milieux de travail - Annonce annulée	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Mesure relative à l'emploi pour contrer la rareté de la main-d'œuvre – Alternance travail-études	Annonce publique	Service d'un photographe : Daniel Jalbert photographe enr.
		Logistique : CSPQ
Pérennisation Services jeunes	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Versement des crédits d'impôt aux personnes qui reçoivent de l'assistance sociale	Annonce publique	Service d'un photographe : Daniel Jalbert photographe enr.
		Logistique : CSPQ
Accélération du déploiement des bureaux de Services Québec	Annonce publique	Service d'un photographe : Daniel Jalbert photographe enr.
		Logistique : CSPQ
Soutenir la francisation de travailleurs immigrants en hôtellerie et gros tissu - Annonce annulée	Annonce publique	Location d'une salle : Delta hôtels
		Logistique – CSPQ
Plus de flexibilité pour favoriser la conciliation famille travail des nouveaux parents	Annonce publique	Impression : Groupe ETR
		Service d'un photographe : Daniel Jalbert photographe enr.
		Logistique : CSPQ
Soutenir et contribuer à la création d'emplois en technologies de l'information	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Projet de partage de la main-d'œuvre Réseau ALIRA (Alliance-Interaction-Ressources humaines-Atypique)	Annonce publique	Logistique : CSPQ
		Service d'un photographe : Jeannot Lévesque photographe inc.
Formation de 310 employés chez AddÉnergie	Annonce publique	Service d'un photographe : Daniel Jalbert photographe enr.
		Logistique : CSPQ
Formation des travailleurs du secteur de l'automobile	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Allocution à la Chambre de commerce de Tremblant	Allocution	Logistique : Émoson – Événements, son et lumières inc.

Entente sectorielle de développement pour l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre dans le Centre-du-Québec	Annonce publique	Logistique : CSPQ
COOP RH	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Alliance pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans la région du Centre-du-Québec	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Alliances pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans la région de la Mauricie	Annonce publique	Logistique : CSPQ
AgriCarrière	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Annonce concernant la rémunération des travailleurs forestiers	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Alliances pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans la région de L'Abitibi-Témiscamingue	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Manufacturiers et Exportateurs du Québec – Montréal	Annonce publique	Logistique : CSPQ
Tournée En action pour la main-d'œuvre	Produits de communication	Achat de photos : Istock
Activités ministérielles	Produits de communication	Impression : Groupe ETR
		Impression : Les copies de la Capitale inc.
		Impression : Impecca image et impression ic.

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : SEQ et SCPMT
VALIDATION :
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Exposé et statistiques :

Les informations sur les contrats entre 5 000 \$ et 24 999 \$ figurent à l'annexe 1.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
1.	4423569 Canada inc.	6 813,95 \$
2.	9231-9771 Québec inc. (Unikmédia)	21 000,00 \$
3.	Accès communications	7 343,60 \$
4.	Aéronolisement	12 032,24 \$
5.	AFI expertise inc.	7 560,00 \$
6.	AFI expertise inc.	10 000,00 \$
7.	AFI expertise inc.	14 000,00 \$
8.	Air Liaison inc.	8 000,00 \$
9.	Alliance des centres-conseils en emploi	24 500,00 \$
10.	Alt Hotel Montréal	11 725,00 \$
11.	André Léveillé chirurgien plastique inc.	15 498,00 \$
12.	Apecco	12 240,00 \$
13.	Art graphique Québec inc.	21 475,35 \$
14.	Art graphique Québec inc.	7 295,85 \$
15.	Artopex inc.	24 523,33 \$
16.	B2B Multimédia	21 945,00 \$
17.	Bédard, Maxime	21 250,00 \$
18.	Bédard, Renée	18 000,00 \$
19.	Béji, Kamel	11 000,00 \$
20.	Brigitte Bazinet médical inc.	10 332,00 \$
21.	CBCI Télécom Canada inc.	20 589,00 \$
22.	Cégep Limoilou	17 500,00 \$
23.	Centre Phi inc.	7 747,85 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
24.	Chevrette, Lise	16 970,00 \$
25.	Cholette, Daniel	15 800,00 \$
26.	Conference Board of Canada	18 837,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
27.	Consultants Verret inc.	9 060,00 \$
28.	CPS Média inc.	5 300,00 \$
29.	Denis, Jean-Charles	9 800,00 \$
30.	Deschamps Impression inc.	7 680,00 \$
31.	Deschamps Impression inc.	7 497,00 \$
32.	Deschamps Impression inc.	6 648,00 \$
33.	Deschamps Impression inc.	8 823,20 \$
34.	Deschamps Impression inc.	12 450,00 \$
35.	Deschamps Impression inc.	12 260,00 \$
36.	Dubé, Doreen	5 339,00 \$
37.	Duchesne, Robert	10 332,00 \$
38.	Duprey, Francine	10 875,89 \$
39.	Électronique Microtech Canada inc.	8 088,00 \$
40.	Enveloppe Laurentide inc.	8 460,00 \$
41.	Eude-Ledorze, Marie-Laure	7 790,00 \$
42.	Fanny Provençal	5 000,00 \$
43.	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	8 000,00 \$
44.	FFA Expertise	20 000,00 \$
45.	Francis Laberge M.D. inc.	9 265,00 \$
46.	GDI Services aux immeubles inc.	18 873,00 \$
47.	Gestion Évalos inc.	23 985,00 \$
48.	Gestion Licorne inc.	6 930,00 \$
49.	Gestion Licorne inc.	12 688,20 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
50.	Gestion Licorne inc.	8 197,50 \$
51.	Godin, Mario	6 525,00 \$
52.	Gravel, Jean-François	21 200,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
53.	Groleau Développement Immobilier	6 784,00 \$
54.	Groupe CFC	12 500,00 \$
55.	Groupe LBP Immobilier inc.	12 402,00 \$
56.	Groupe LEVIA inc.	10 000,00 \$
57.	Groupe Magnitude inc.	10 524,00 \$
58.	Groupe Réalisation TV inc.	22 370,00 \$
59.	Hayes, Lynda (LH Productions)	15 000,00 \$
60.	Hébert, Micheline	6 991,00 \$
61.	Hôtel Château Laurier Québec	5 190,40 \$
62.	Houde, Danielle	8 070,00 \$
63.	IdéesFX	18 500,00 \$
64.	Impecca image et impression inc.	8 990,00 \$
65.	Impressions Bourg-Royal inc.	5 386,39 \$
66.	Imprimerie Provinciale inc.	7 930,00 \$
67.	Imprimerie sociale (1994) inc.	13 169,00 \$
68.	Imprimerie Solisco inc.	20 652,72 \$
69.	Imprimeries Transcontinental inc.	14 534,00 \$
70.	Informatique Pro-Contact inc.	7 323,06 \$
71.	Jacques Demers M.D. inc.	15 498,00 \$
72.	Juneau, Isabelle	15 050,00 \$
73.	La Forge, Jean-François	10 500,00 \$
74.	La Grosse Business	17 500,00 \$
75.	Lafortune Légal	7 542,33 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
76.	Laliberté, Pierre-Marc	18 000,00 \$
77.	Lanla	21 000,00 \$
78.	Lavoie, Magalie	9 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
79.	Lavoie, Sébastien	24 750,00 \$
80.	Le Cabinet de relations publiques National inc.	16 320,00 \$
81.	Le Gargouchet enr.	7 000,00 \$
82.	Les Entreprises Svoboda M. V. inc.	6 500,00 \$
83.	Les Services Conseils Hardy inc.	6 650,00 \$
84.	Logilys inc.	18 790,00 \$
85.	Lyse Lapointe	13 487,50 \$
86.	Martin, Claude	20 747,66 \$
87.	Mercier, Richard	15 390,32 \$
88.	MonAvenirTI	5 000,00 \$
89.	Moore Canada Corporation	8 453,16 \$
90.	Moore Canada Corporation	20 292,00 \$
91.	Moore Canada Corporation	22 308,00 \$
92.	Moore Canada Corporation	11 880,00 \$
93.	Multihexa Québec inc.	5 285,00 \$
94.	Multi-Industriel A.D. Itée	10 500,00 \$
95.	Objectif Lune inc.	9 420,00 \$
96.	Petillot, Isabelle	13 946,00 \$
97.	Poiré, Marie-Josée	8 101,00 \$
98.	Potvin-Goulet, Simon	22 500,00 \$
99.	Poulin, Côme	6 209,00 \$
100.	Reprografic	9 577,22 \$
101.	Réseau action TI	13 475,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
102.	Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	24 500,00 \$
103.	Restaurant Le Parlementaire	6 073,95 \$
104.	Roy, Marie-Renée	7 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

RG-08_ANNEXE 1

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
105.	RR Donnelley Canada	16 172,22 \$
106.	Segma Recherche	12 425,00 \$
107.	Serge Martin, Peintre inc.	7 800,00 \$
108.	Services administratifs MP enr.	16 991,00 \$
109.	Services conseil et formation BPMPLUS inc.	17 395,00 \$
110.	Services d'Édition Guy Connolly	15 000,00 \$
111.	Servir + soins et soutien à domicile inc.	7 236,75 \$
112.	Solutions Oxilio inc.	10 400,33 \$
113.	Studio LNTBB inc.	21 500,00 \$
114.	Studios Jonathan Robert inc.	18 550,00 \$
115.	Tab Products of Canada	10 796,50 \$
116.	Tango Tango traiteur	6 536,27 \$
117.	Tardif, Kate	14 182,00 \$
118.	TELUS Communications inc.	21 000,00 \$
119.	Truchon, France	11 988,00 \$
120.	Trudel, Pierre	13 000,00 \$
121.	UpToDate	9 448,00 \$
122.	Val-Défi inc.	12 978,45 \$
123.	Vanessa McGivern	10 000,00 \$
124.	Willmot, Rod	22 500,00 \$
Total		1 586 507,69 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques :

Vous trouverez l'information présentée en annexe à l'exception des réponses aux sous-questions b), c), d) et e) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 12 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09 - ANNEXE 1 - Liste des appels d'offres publics

1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
1	9155-5243 Québec inc. (Capital Ressources Humaines)	642 425 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Quantum : 662 271 \$ Bédard Ressources inc. : 771 242 \$ Groupe de sécurité Garda SENC : 829 252 \$ Groupe Perspective : 999 654 \$ Transition Services Conseils inc. : 1 040 082 \$
2	9138-6276 Québec inc.	109 000 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun
3	Atelier 21 inc.	1 487 990 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Transition Services Conseils inc. : 1 998 500 \$
4	Brisson Legris & Associés	465 010 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun
5	Centre Investigation & Sécurité Candada inc.	318 477 \$	Appel d'offres fondé sur uniquement sur un prix	Axia Services : 331 754 \$ Neptune Security Services inc. : 336 069 \$ Production Sécurité : 406 414 \$
6	Consortium Décimal Technologies inc. et Mallette, S.E.N.C.R.L.	516 950 \$	Appel d'offres fondé sur uniquement sur un prix	Aucun
7	Equifax Canada Co	1 211 085 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Aucun
8	GESTAR Solutions Documentaires	1 365 000 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	TACT Conseil : 165 000 \$ (soumission non admissible et non conforme)
9	Groupe GCRH	202 750 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Doc Services Conseils Marie-Josée Perreault inc. Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
10	IBM Canada Itée	5 941 095 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Aucun

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
11	Les Consultants Verret inc.	164 825 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Groupe Edgenda inc. Le Groupe Formacro inc. Groupe Lavigne inc. Groupe Conseil CFC inc. Ressources Santé L.M. inc. Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
12	Levio Conseils inc.	979 900 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Société Conseil Groupe LGS : 982 140 \$
13	Marie-Josée Perreault inc.	52 470 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun
14	Momentum Technologies inc.	3 735 116 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	CGI inc. iXmédia Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
15	SAIS Interconnexion inc.	90 000 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Ecmor Québec inc. : 105 000 \$ Bell Canada : 161 670 \$
16	SIRIUS, Services Conseils	1 717 920 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Cofomo Québec : 2 065 728 \$ Levio Conseils inc. : 2 329 800 \$ SERTI placement TI inc. : 1 962 240 \$ Transition Services Conseils inc. : 1 966 020 \$
17	Société Conseil Groupe LGS	4 475 925 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Levio Conseils inc. : 5 477 955 \$ (2 ^e rang) SERTI placement TI inc. : 5 681 813 \$ (3 ^e rang) Ciao technologies inc. : 680 014 \$ Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
18	Société Conseil Groupe LGS	8 495 102 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	CGI inc. Ciao technologies inc. Levio Conseils inc. Transition Services Conseils inc. Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.
19	Société Conseil Groupe LGS	1 998 165 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	Aucun
20	Société Conseil Groupe LGS	5 498 175 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Levio Conseils inc. : 5 765 442 \$ (2 ^e rang) Cofomo Québec : 5 983 537 \$ Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
21	Société Conseil Groupe LGS	1 425 600 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	<p>Levio Conseils inc. : 1 436 820 \$ (2^e rang) Ciao technologies inc. : 1 460 690 \$ (3^e rang) CGI inc. : 1 558 977 \$ Alithya Canada inc. : 1 560 020 \$ Cofomo Québec : 1 561 883 \$ M3P Services-Conseils : 1 626 240 \$ Les services conseils Systématix inc. : 1 664 300 \$ TRANSITION services conseils inc. : 1 823 250 \$ MOMENTUM TECHNOLOGIES INC. : 1 826 550 \$ Via Consultants Informatiques 2000 inc. : 1 881 000 \$ SERTI placement TI inc. : 2 120 250 \$</p> <p>Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.</p> <p>Cofomo Québec</p>
22	Société Conseil Groupe LGS	2 064 300 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	<p>Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.</p> <p>Bureau des Intervieweurs professionnels inc.</p>
23	Stratégie organisation méthode SOM inc. - Advanis Jolicoeur	649 000 \$	Appel d'offres fondé sur le meilleur rapport qualité-prix (prix ajusté le plus bas)	<p>Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres avec évaluation de la qualité, les prix soumis par les autres soumissionnaires sont confidentiels.</p>

# RG09	Soumissionnaire retenu	Montant de la soumission	Mode de sollicitation	Autre(s) soumissionnaire(s) et montant(s) soumis
24	TRANSITION services-conseils inc.	3 480 050 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	<p>SERTI placement TI inc. : 3 826 690 \$ (2^e rang) Les Services conseils ABna : 3 924 967 \$ (3^e rang) Levio Conseils inc. : 3 986 077 \$ R3D Conseil inc. : 4 467 848 \$ La Société conseil Lambda inc. : 4 506 320 \$</p> <p>Il s'agit d'un appel d'offres dont le contrat a été octroyé à plusieurs prestataires de services. Le Ministère fait appel aux prestataires de services retenus par le biais de demandes d'exécution en respectant le rang des prestataires de services retenus.</p>
25	Yvon Nantel, psychoéducateur inc.	188 486 \$	Appel d'offres fondé uniquement sur un prix	Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

Exposé et statistiques :

La liste des projets de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques en cours pour l'exercice financier 2019-2020 est présentée en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

SOURCE : DGRI
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 22 mai 2020

Étude des crédits 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

ANNEXE 01 - FICHE RG11

Nom du projet	Nature du projet	Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet (k\$)	Sommes totales engagées à ce jour (k\$) (Note 1)	% de réalisation à ce jour	Évaluation - Logiciel libre (Note 2)	Pénalités appliquées aux sous-traitants (Note 3)	Développement informatique infonuagique (Note 4)
Gestion des interactions avec la clientèle aux comptoirs	L'offre de services actuelle ainsi que l'arrivée de nouveaux partenariats nécessitent la mise en place de moyens permettant de gérer l'achalandage et les files d'attente afin d'offrir une meilleure expérience à la clientèle. Le projet vise à mettre en place un outil qui permettra de concrétiser la volonté gouvernementale de faire de Services Québec la porte d'entrée des services gouvernementaux et, ainsi, de simplifier l'accès aux services publics pour les citoyens et les entreprises.	4 811,4	442,1	21,9%	s.o.	s.o.	Non
Registre des arrangements préalable de services funéraires et de sépulture	Le projet vise à mettre en place le registre prévu à la <i>Loi sur les arrangements préalable de services funéraires et de sépulture</i> . L'Office de la protection du consommateur a confié au MTESS les activités de planification, de développement, d'entretien et de support en plus de la gestion opérationnelle du registre.	2 210,0	1 169,6	79,1%	s.o.	s.o.	Non
Espace client et services en ligne	Le projet vise à faire évoluer la prestation de services du Ministère vers un mode de prestation électronique qui répond aux attentes et aux besoins des clientèles. Il a également pour objectif d'offrir une formule de libre service à un meilleur coût, tout en respectant le libre choix des clientèles. À cet effet, le Ministère souhaite mettre en place les assises d'un portail ministériel de services en ligne pour faciliter l'accès aux services de l'emploi et de l'assistance sociale. Le dossier numérique client s'inscrit dans les orientations gouvernementales visant à privilégier l'approche numérique dans les communications et les interactions du gouvernement du Québec avec les citoyennes et les citoyens.	4 872,4	2 353,9	69,8%	Oui	s.o.	Non
Gestion des correspondances avec la clientèle (Projet suspendu)	Le Ministère transmet chaque année plusieurs millions de documents officiels. La majeure partie de ces documents sont produits par les systèmes soutenant les processus de travail desquels les documents sont issus. La nouvelle solution vise à soutenir les communications électroniques avec la clientèle et constitue une contribution substantielle à la modernisation des services offerts par le Ministère.	3 809,5	690,9	25,1%	Oui	s.o.	Oui
Modernisation des systèmes de la plateforme centrale - phase 1 - Implantation d'une plateforme d'intégration	Le Ministère doit composer avec une complexité grandissante, des dispositifs se diversifiant et des technologies de l'information toujours en progression. De pair avec ce contexte en changement, le nombre de liaisons informatiques à gérer entre les systèmes et services qu'ils soient internes, externes ou sur le nuage est en croissance. Par ce projet, le Ministère vise à faciliter le branchement des systèmes entre eux en réduisant notamment les efforts liés travaux d'interconnexion lors de modifications ou d'ajouts de nouvelles solutions.	4 587,2	441,7	15,6%	Oui	s.o.	Oui

Étude des crédits 2020-2021
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

ANNEXE 01 - FICHE RG11

Nom du projet	Nature du projet	Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet (k\$)	Sommes totales engagées à ce jour (k\$) (Note 1)	% de réalisation à ce jour	Évaluation - Logiciel libre (Note 2)	Pénalités appliquées aux sous-traitants (Note 3)	Développement informatique en infonuagique (Note 4)
Coût de revient et administration des budgets efficients	Le projet vise à mettre en place une solution spécialisée pour la gestion des budgets d'administration et du calcul du coût de revient des services du ministère afin d'améliorer l'efficacité de sa gestion financière.	3 398,9	499,8	45,9%	Oui	s.o.	Oui
Gestion partagée de la prestation de services	Le projet vise la mise en œuvre d'une gestion partagée de la prestation de services de l'aide financière de dernier recours, à l'ensemble des agents sur le territoire du Québec selon leur compétence et en leur donnant un accès électronique aux documents entrants et à ceux qui constituent un dossier. Le projet permettra la mise en place de fondements nécessaires pour assurer une prestation de services numériques véritable.	45 460,0	3 172,6	22,0%	Oui	s.o.	Non
Désuétude technologique - VB6	Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale possède des applications pour lesquelles le langage de programmation VB6 est utilisé. Ce projet purement technologique consiste à faire évoluer les applications utilisant VB6 de façon à maintenir la continuité des services à la clientèle des domaines d'affaires concernés par ces applications. Le projet contribue à l'atteinte de l'objectif du plan stratégique du Ministère visant à déployer une stratégie pour contrer la désuétude technologique et assurer l'évolution des services.	4 828,4	4 784,7	100,0%	s.o.	s.o.	Non
Modernisation des systèmes de la plateforme centrale - phase 1 – PRI - volet RQAP	Ce projet consiste à réaliser la migration du système des relevés d'impôts du RQAP de la plateforme centrale (PFC) vers la plateforme intermédiaire (PF1).	2 078,0	1 301,4	100,0%	s.o.	s.o.	Non

Note 1 : Les sommes totales engagées à ce jour correspondent aux coûts réels recensés au 31 mars 2020.

Note 2 : S. O. signifie que l'évaluation d'un logiciel libre ne s'applique pas étant donné que le projet vise principalement à modifier ou à améliorer les applications ou les technologies déjà en place.

Note 3 : S. O. signifie qu'aucune pénalité n'a été appliquée dans le cadre de ce projet.

Note 4 : L'acquisition de solution en infonuagique est considérée comme un développement informatique en infonuagique aux fins de cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Exposé et statistiques :

Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

SOURCE : DGRI
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 22 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, les dépenses sont les suivantes :

Photocopie :	<u>18 260 \$</u>
Mobilier de bureau et ameublement :	<u>0 \$</u>
Décoration et embellissement :	<u>0 \$</u>
Distributeur d'eau de source :	<u>0 \$</u>
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	<u>248 482 \$</u>
Frais d'alcool et de fêtes :	<u>0 \$</u>
Perfectionnement :	<u>25 743 \$</u>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre :

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021:

- a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

a-b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins

Les données présentées sont celles de l'année 2019-2020. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 25 mars 2020**, soit **5 213** employés réguliers au Ministère, excluant :

- le personnel du Conseil de gestion de l'assurance parentale;
- le personnel non assujéti à la Loi sur la fonction publique, à l'exception des membres de la haute direction;
- le personnel de la Ville de Montréal. Les données concernant l'effectif de la Ville de Montréal se retrouvent dans une fiche spécifique (RG15a - Ville de Montréal).

La catégorie d'emplois « personnel d'encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d'emplois « fonctionnaires » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 25 mars 2020)

Personnel d'encadrement ¹						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	2	0,0	0	0,0	2	0,0
35 ans et plus	114	2,2	200	3,8	314	6,0
TOTAL	116	2,2	200	3,8	316	6,1

¹ Inclut 10 membres de la haute direction (5 hommes et 5 femmes).

Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	55	1,1	121	2,3	176	3,4
35 ans et plus	546	10,5	966	18,5	1 512	29,0
TOTAL	601	11,5	1 087	20,9	1 688	32,4

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	47	0,9	281	5,4	328	6,3
35 ans et plus	528	10,1	2 353	45,1	2 881	55,3
TOTAL	575	11,0	2 634	50,5	3 209	61,6

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	104	2,0	402	7,7	506	9,7
35 ans et plus	1 188	22,8	3 519	67,5	4 707	90,3
TOTAL	1 292	24,8	3 921	75,2	5 213	100,0

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 25 mars 2020)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	0	1	0
35 ans et plus	3	5	1	22
TOTAL	3	5	2	22

Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	2	0	1	22
35 ans et plus	16	15	8	146
TOTAL	18	15	9	168

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	8	1	0	26
35 ans et plus	95	49	29	503
TOTAL	103	50	29	529

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Minorités visibles et ethniques	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	10	0,2	1	0,0	2	0,0	48	0,9
35 ans et plus	114	2,2	69	1,3	38	0,7	671	12,9
TOTAL	124	2,4	70	1,3	40	0,8	719	13,8

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (données au 25 mars 2020)

Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).

Catégories d'emplois	2019-2020
Personnel d'encadrement	3 951,03
Professionnels	24 138,69
Fonctionnaires	86 381,41
Total du Ministère	114 471,13

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 25 mars 2020)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	74	110	93	39
Professionnels	669	646	257	206
Fonctionnaires	2 833	1 189	273	147
Total	3 576	1 945	623	392

Au 25 mars 2020 (paie 26), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6536.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail (données au 25 mars 2020)

Catégories d'emplois	2019-2020 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre d'heures compensées	Total
Professionnels	21 387,72	20 031,58	41 419,30
Fonctionnaires	43 518,60	20 559,28	64 077,88
Total	64 906,32	40 590,86	105 497,18

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d'emplois, n'est pas disponible.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (données au 25 mars 2020)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Catégorie d'emplois	2019-2020
Personnel d'encadrement	7 555,25
Professionnels	35 598,24
Fonctionnaires	77 568,02
Total	120 721,51

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi (données au 25 mars 2020)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	137	157	20	2
Professionnels	1 286	481	10	1
Fonctionnaires	3 289	1 140	13	0
TOTAL	4 712	1 778	43	3

Au 25 mars 2020 (paie 26), le total des employés réguliers et occasionnels au Ministère, est de 6536.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

UNITÉS CENTRALES		2019-2020 (au 25 mars 2020)			
		Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
BSM	Bureau de la sous-ministre ¹	4	10	10	24
	Unités relevant de la sous-ministre ²	3	22	17	42
ST	Secteur du travail	7	56	36	99
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	3	12	2	17
SDPSQ	Secteur du développement et des partenariats de Services Québec	20	156	175	351
SSSAS	Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique	14	112	19	145
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	47	438	248	733
SRE	Secteur des registres de l'État	17	79	237	333
SEQ	Secteur d'Emploi-Québec	13	123	32	168
SO	Secteur des opérations – Unités centrales ³	18	105	294	417
TOTAL UNITÉS CENTRALES		146	1 113	1 070	2 329

¹ Les unités comprises sont le Bureau de la sous-ministre, le Bureau de la sous-ministre et Secrétariat général, la Direction adjointe du Secrétariat général et la Direction de l'accès à l'information et de l'éthique.

² Les unités sont la Direction des affaires juridiques (DAJ), la Direction de la vérification interne et des enquêtes administratives (DVIEA), le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP) et le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM).

³ Les unités centrales du Secteur des opérations (SO) incluent la Direction générale des services téléphoniques.

Unités régionales, locales et opérations centralisées¹

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	2019-2020 (au 25 mars 2020)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
1 Bas-Saint-Laurent	8	30	73	111
2 Saguenay—Lac-Saint-Jean	10	32	88	130
3 Capitale-Nationale	10	44	166	220
4 Mauricie	9	32	118	159
5 Estrie	8	18	91	117
6 Montréal	34	107	439	580
7 Outaouais	6	31	89	126
8 Abitibi-Témiscamingue	6	18	55	79
9 Côte-Nord	6	21	44	71
10 Nord-du-Québec	3	11	15	29
11 Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	8	24	65	97
12 Chaudière-Appalaches	9	29	101	139
13 Laval	6	22	98	126
14 Lanaudière	9	24	149	182
15 Laurentides	12	35	145	192
16 Montérégie	18	77	314	409
17 Centre-du-Québec	8	20	89	117
TOTAL RÉSEAU	170	575	2 139	2 884
TOTAL MINISTÈRE	316	1 688	3 209	5 213

¹ Les opérations centralisées représentent des centres administratifs et spécialisés provinciaux qui gèrent des activités pour la clientèle de l'ensemble de la province.

k) L'évolution du nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir (expert et émérite)

Période	Catégorie d'emplois	Total
Au 25 mars 2020	Professionnels	363

l) Le nombre d'employés réguliers bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

Période	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
Au 25 mars 2020	1	7	41	49

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) Le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail

Se référer à la réponse RG15 j).

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

Aucun poste aboli en 2019-2020 (au 25 mars 2020).

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Le nombre de postes vacants

On dénombre 902 postes vacants au Ministère (au 25 mars 2020).

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC-DB-SBACR

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15a

Titre :

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021 :

- a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus et de 35 ans et moins.

Données sur les groupes cibles : Ville de Montréal

Les données présentées ci-dessous concernent uniquement le **personnel régulier** en lien d'emploi à la Ville de Montréal qui est prêté au Ministère.

Répartition par catégories d'emplois, sexe et groupe d'âge (données au 25 mars 2020)

Exposé et statistiques :						
Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	1	0,5	1	0,5	2	1,1
TOTAL	1	0,5	1	0,5	2	1,1

Professionnel						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	4	2,1	3	1,6	7	3,7
TOTAL	4	2,1	3	1,6	7	3,7

Fonctionnaire						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	66	35,3	112	59,9	178	95,2
TOTAL	66	35,3	112	59,9	178	95,2

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	71	38,0	116	62,0	187	100,0
TOTAL	71	38,0	116	62,0	187	100,0

Notes :

- le pourcentage est calculé à partir de l'effectif régulier total en lien d'emploi (187);
- les données concernent l'effectif régulier en lien d'emploi en date du 25 mars 2020.

**Représentativité de membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 25 mars 2020)**

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	0
TOTAL	0	N/D	0	0

Professionnel				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	0	N/D	0	1
TOTAL	0	N/D	0	1

Fonctionnaire				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Minorités visibles et ethniques
- de 35 ans	0	N/D	0	0
35 ans et plus	5	N/D	0	32
TOTAL	5	N/D	0	32

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Minorités visibles et ethniques	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	N/D	N/D	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	5	2,7	N/D	N/D	0	0,0	33	17,7
TOTAL	5	2,7	N/D	N/D	0	0,0	33	17,7

Notes :

- le pourcentage de représentativité est calculé à partir de l'**effectif régulier total en lien d'emploi (187)**;
- les données concernent l'effectif régulier en lien d'emploi en date du 25 mars 2020.

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, une personne (fonctionnaire) se retrouve dans plus d'un groupe cible (personnes handicapées et minorités visibles et ethniques).

FAITS SAILLANTS

En incluant les données concernant la Ville de Montréal, les taux de représentativité des groupes cibles du Ministère sont les suivants :

GROUPES CIBLES	Nbre	%
Personnes handicapées	129 / 5 400	2,4
Anglophones (données non disponibles à la Ville) ¹	70 / 5 213	1,3
Autochtones	40 / 5 400	0,7
Minorités visibles et ethniques	752 / 5 400	13,9
Représentation des femmes	4 037 / 5 400	74,8
Jeunes (moins de 35 ans)	506 / 5 400	9,4

¹ Puisque les données du groupe cible « Anglophones » sont non disponibles à la Ville de Montréal, le calcul est effectué à partir de l'effectif régulier du Ministère seulement.

SOURCE : DRIM – DSA – 2020-05-11

COLLABORATION : DGRH – 2020-05-25

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2019-2020, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2019-2020 seulement.

- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 a).

- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2019-2020, le Ministère a engagé à titre d'employés occasionnels 184 retraités¹ de la fonction publique.

De plus, le Ministère n'a octroyé aucun contrat de services professionnels² à des retraités de la fonction publique.

¹ Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.

² Données extraites du SAGIR pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020 un total de **976,30 \$** ont été payés pour divers aménagements.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la réponse de la question 18.

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques :

Cabinet ministériel de Monsieur Jean Boulet à titre de ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre responsable de la région de la Mauricie

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Acuna, Natalia	Attachée politique	Montréal
Arcouette, Véronique	Attachée politique	Québec
Beaudin, Denys	Attaché politique	Trois-Rivières
Cantin, Fanny	Directrice de cabinet adjointe	Québec
Charland-Coulombe, Maude	Attachée politique	Trois-Rivières
Dalaire, Mylène	Attachée politique	Québec
D'Astous, Caroline	Attachée politique	Québec
De Choinière, Jean-Philippe	Attaché politique	Montréal
Dickson, Annie	Employée de soutien	Trois-Rivières
Grégoire, Stéphane	Attaché politique	Montréal
Lachance, Claudine	Attachée politique	Québec
Lampron, Michel	Attaché politique	Trois-Rivières
Lestage, Marie-Josée	Attachée politique	Montréal
Patenaude, Julie	Attachée politique	Trois-Rivières
Savignac, Simon	Attaché politique	Montréal
Schetagne, Pierre ⁽¹⁾	Directeur de cabinet	Montréal
Simard, Denis	Directeur de cabinet	Québec
Therrien, Nancy	Attachée politique	Québec
Vallée, Émilie	Attachée politique	Trois-Rivières

⁽¹⁾ Monsieur Schetagne a quitté le cabinet ministériel le 4 mai 2020.

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet et directrice de cabinet adjointe :

Ils dirigent les membres du personnel du cabinet. Ils s'acquittent, en outre, des autres devoirs et tâches que le ministre peut leur assigner.

Attaché politique :

Il est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

Employé de soutien :

Il remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020

Cabinet ministériel de M. Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

- Masse salariale autorisée de 1 071 000 \$ sur une base annuelle.

SOURCE : DGRFC-DB-SBACR

COLLABORATION : DGRH

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Titre :

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION S'IL Y A LIEU
Éthier, Anne-Marie Cadre, classe 2	Direction régionale de Services Québec de l'Estrie	Secteur d'Emploi-Québec – Bureau du sous-ministre associé (hors structure depuis le 16 octobre 2017)	Sans objet
Hannon, Daniel Cadre 6	Secteur des opérations – Direction générale des services téléphoniques - Centre d'assistance au placement et de la qualification professionnelle	Secteur des opérations – Direction générale des services téléphoniques – Direction du soutien aux services téléphoniques	Sans objet

Note : Le terme "Hors structure" s'applique au personnel d'encadrement. Le terme "Structure" fait référence à la structure administrative du Ministère.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

- Au 25 mars 2020 : Aucun poste n'a été aboli.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question RG-15 j.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Aucun personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC-DB-SBACR

VALIDATION :

DATE : 2020-05-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année 2019-2020 : 62 536 \$

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020

FOURNISSEURS	
Actualité, L'	Marché Vieux Beauport inc.
Affaires®, Les	Messageries Dynamiques
All Seasons Publications	Mishmash Media inc.
Boostalab	Monde Forestier, Le
Canada Français, Le	Nouvelliste, Le
CEGEP de la Gaspésie et des Îles	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (publication)
Conference Board of Canada, The	Postmedia Network inc.
Coopérative nationale de l'information indépendante	PressReader
Corporation presse commerce	Progrès-Dimanche (3834310 Canada inc.)
Devoir inc., Le	Quotidien, Le
Droit, Le	Revue Qui Fait Quoi inc.
EBSCO Canada ltée	Société Trader Corporation
Écho de Frontenac inc., L'	Soleil, Le
Entreprises Svoboda M V inc., Les	Thomson Reuters Canada
Gestion Gesca inc.	Tire-Média
Gestion HEC Montréal	Tribune, La
Imprimerie le radar inc.	

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-07-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 28

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Pour les éléments demandés, il y a eu que des sommes déboursées pour des billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce lors de l'exercice financier 2019-2020.

Organisations	Montants
Chambre de commerce de la région de Matane	69,58 \$
Chambre de commerce de Charlevoix	42,00 \$
Chambre de commerce de Sept-Îles	81,50 \$
Chambre de commerce de Forestville	21,74 \$
Chambre de commerce de la Haute Matawinie	217,44 \$
Chambre de commerce de la Haute-Yamaska et Région	45,00 \$
Chambre de commerce de la MRC de la Matapédia	109,40 \$
Chambre de commerce de Manicouagan	90,00 \$
Chambre de commerce de Memphrémagog	85,00 \$
Chambre de commerce de St-Georges	145,00 \$
Chambre de commerce de Trois-Pistoles	100,00 \$
Chambre de commerce de Val d'Or	110,00 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	800,17 \$
Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant	90,00 \$
Chambre de commerce et de tourisme de Gaspé	95,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie d'Abitibi-Ouest	425,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie d'Argenteuil	35,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Dolbeau-Mistassini	10,44 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Drummond	75,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Lac-Saint-Jean-Est	86,96 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rimouski-Neigette	99,16 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	200,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	821,11 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Saguenay-le-Fjord	225,21 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Jérôme	110,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Thetford Mines	200,00 \$
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières	30,44 \$
Chambre de commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec	35,00 \$
Total	4 455,15 \$

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

Titre :

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Précisions sur les données fournies

c), d), e) Les coûts mentionnés sont ceux facturés par des ressources externes. Lorsque les travaux sont réalisés par des ressources internes, ils sont évalués à 0 \$.

a) Site ministériel (www.mtess.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	Intellia inc.
c) Coûts de construction du site	7 565 \$ (1998)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement : 21 104 \$ Entretien et évolution : 58 346 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	SO
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	1 240 \$

a) Site Emploi-Québec (www.emploi.quebec.gouv.qc.ca)	
Site informationnel et services interactionnels et transactionnels : IMT en ligne, Placement en ligne, SimulAide et SimulRevenu Note : Depuis le 24 septembre 2018, les contenus sont graduellement transférés vers le site Québec.ca.	
b) Conception du site	Espace Courbe et Goodhue et associés
c) Coûts de construction du site	Non disponible (2001)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement : 507 389 \$ Entretien et évolution : 35 296 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Une refonte : 2018 (0 \$) : transfert de la section Citoyens du site informationnel dans Québec.ca.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	2 818 \$

a) Site du Régime québécois d'assurance parentale (www.rqap.gouv.qc.ca)	
Site informationnel, services interactionnels et transactionnels : RQAP en ligne, Simulateur de ca de prestations et manuel d'interprétation normative de l'assurance parentale	
b) Conception du site	Direction des communications et CSPQ
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2005)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement : 1 234 272 \$ Entretien et évolution : 49 909 \$ Mises à jour : 0 \$

	Le RQAP et ses activités sont financés par un fonds extrabudgétaire. Les questions y ayant trait ne sont pas pertinentes pour l'étude des crédits.
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Un rehaussement : 2018 (0 \$) : révision du visuel, changement de technologie et optimisation pour les appareils mobiles.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	373 \$

a) Site du Conseil de gestion de l'assurance parentale (www.cgap.gouv.qc.ca) Note : le RQAP et ses activités sont financés par un fonds extrabudgétaire. Les questions y ayant trait ne sont pas pertinentes pour l'étude des crédits.	
b) Conception du site	Direction des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2005)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site de la Commission des partenaires sur le marché du travail (CPMT) Entretien et évolution : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2015-2016)	SO
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Entraide – secteurs public et parapublic (www.entraide.gouv.qc.ca) Site informationnel faisant la promotion de la campagne d'Entraide annuelle pour les secteurs public et parapublic	
b) Conception du site	Direction des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2006)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site de la Commission des partenaires sur le marché du travail (CPMT) Entretien et évolution : 542 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	SO
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site de la Commission des partenaires du marché du travail (www.cpmt.gouv.qc.ca) Site informationnel, services interactionnels et transactionnels : formulaire de déclaration des activités de formation, agrément des formateurs	
b) Conception du site	Direction des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2007)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement des services transactionnels : 1 200 \$ Entretien et évolution des services transactionnels : 21 624 \$ Hébergement des services informationnels : 97 108 \$(incluant les sites suivants : site Entraide, site du Conseil de gestion de l'assurance parentale et site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	SO
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	621 \$

a) Site du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	
-----------------------------------------------------------------------------------------	--

www.cclp.gouv.qc.ca	
b) Conception du site	Direction des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2007)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement : coûts regroupés et déclarés dans les coûts du site de la Commission des partenaires sur le marché du travail (CPMT) Entretien et évolution : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	SO
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Conseil emploi métropole (www.emploi-metropole.org)	
b) Conception du site	Direction des communications
c) Coûts de construction du site	0 \$ (2010)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement et entretien : 402 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Un rehaussement : 2017-2018 (281 \$) : mise à jour technologique et révision des contenus (ajout d'une nouvelle section « Un monde de talents pour performer »).
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	95 \$

a) Site Secrétariat du travail (www.travail.gouv.qc.ca)	
b) Conception du site	Ressources internes
c) Coûts de construction du site	0 \$ (1996)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement : 3 000 \$ Entretien et évolution : 0 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	SO
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	0 \$

a) Site Directeur de l'état civil (www.etatcivil.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel	
b) Conception du site	Référence Systèmes inc.
c) Coûts de construction du site	Non connu (1999)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement, entretien et mises à jour : 1 324 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Trois rehaussements : <ul style="list-style-type: none"> • 2017-2018 (0 \$) : améliorations à la page d'accueil (repérage des services en ligne, moteur de recherche); • 2018-2019 (0 \$) : améliorations à certaines pages pour faciliter la recherche des citoyens • 2019-2020 (0 \$) : révision de la section portant sur les décès et de la section portant sur les certificats et les copies d'actes; création d'une section pour les différents types de célébrants; création d'une page sur l'inscription d'un événement; création d'une « foire aux questions ».
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	SO

a) Site du Registraire des entreprises (www.registreentreprises.gouv.qc.ca) Site informationnel et transactionnel destiné à tous ceux qui ont des obligations envers le	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Registraire des entreprises	
b) Conception du site	Nurun
c) Coûts de construction du site	Non connu (2004)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement, entretien et mises à jour : ressources internes du Ministère et de Revenu Québec (coûts remboursés par le Ministère en vertu d'une entente de services globale).
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	SO pour les années antérieures à 2019-2020
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

a) Site Portail Québec

Site qui regroupait des sites informationnels :

- Services Québec – Citoyens;
- Entreprises Québec;
- Urgence Québec;
- Fil d'information;
- clicSÉQUR citoyen et entreprise;
- Localisateur de bureaux de Services Québec;
- Thésaurus gouvernemental

et des sites transactionnels :

- clicSÉQUR citoyens;
- clicSÉQUR Entreprise;
- Répertoire des programmes et services;
- Mon dossier citoyen;
- Zone entreprise;
- Service québécois de changement d'adresse

Note : site fermé en septembre 2018:

- Services Québec – Citoyens a été intégré à Québec.ca :
 - création d'une page Services Québec qui offre des liens vers le moteur de recherche du Répertoire des programmes et services, le Service québécois de changement d'adresse, Mon dossier citoyen et Entreprises Québec;
 - intégration, dans Québec.ca, des coordonnées du Nous joindre de Portail Québec;
 - intégration des guides de Services Québec – Citoyens à l'intérieur des contenus des thèmes de Québec.ca.
- Entreprises Québec demeure tel quel et continue d'être la porte d'entrée qui simplifie les démarches des entrepreneurs en facilitant le repérage de l'information sur leurs droits et obligations et en leur donnant accès à l'ensemble des programmes et services.

Dorénavant, Québec.ca est la porte d'entrée en ligne pour accéder à l'information et aux services offerts par le gouvernement du Québec.

b) Conception du site	Société Conseil Groupe LGS
c) Coûts de construction du site	Non connu (le site relevait alors du SCT) (2004)
d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour (pour 2019-2020)	Hébergement : 1 294 115 \$ Entretien et évolution : 4 035 619 \$ Mises à jour : 0 \$
e) Coûts de modernisation ou de refonte (depuis 2016-2017)	Une refonte : <ul style="list-style-type: none"> • 2018 (0 \$) : transfert de la section Citoyens du site informationnel dans Québec.ca.
j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines	124 \$

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION : SSGRI-DGRI, SEQ-DAIMT, SRE (DEC), ST, SE-SPP et SCPMT

VALIDATION : DGRFC

DATE : 28 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Titre :

Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne ;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la réponse de la question 8.

SOURCE : STRAV
DATE : 23 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :

Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Exposé et statistiques :

L'ensemble des dépenses listées ci-dessous concerne la tournée du Québec *En action pour la main-d'œuvre*. Le ministre a rencontré des partenaires et intervenants du marché du travail pour connaître les besoins des partenaires du marché du travail de l'ensemble des régions du Québec dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre. Les discussions qui ont eu lieu lors de la tournée ont permis de mettre en œuvre des solutions au fur et à mesure et d'élaborer le Plan d'action pour la main-d'œuvre, que le ministre a lancé le 23 septembre 2019.

Région de la Chaudière-Appalaches (Saint-Georges) – 5 avril 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	1 539,00 \$
Location d'une salle	550,00 \$
Repas	278,27 \$
Kilométrage et essence	685,04 \$
Stationnement	14,06 \$
Hébergement	274,33 \$
Location d'une voiture	53,00 \$
Total	3 393,70 \$

Région de la Côte-Nord (Sept-Îles) – 15 avril 2019 (Événement annulé en raison des mauvaises conditions climatiques)	
Type de dépenses	Coût
Logistique	285,00 \$
Repas	159,97 \$
Essence	67,21 \$
Hébergement	533,12 \$
Location d'une voiture	156,00 \$
Billets d'avion	2 115,65 \$
Total	3 316,95 \$

Région de l'Estrie (Sherbrooke) – 6 mai 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	1 613,00 \$
Location d'une salle	576,98 \$
Repas	182,08 \$

Kilométrage et essence	272,76 \$
Stationnement	2,72 \$
Hébergement	786,36 \$
Taxi	28,29 \$
Location d'une voiture	111,35 \$
Autocars Orléans Express	52,24 \$
Photographe	500,00 \$
Photocopies	13,25 \$
Total	4 139,03 \$

Rencontre des partenaires du ministre dans le cadre de la Tournée (Montréal) - 23 mai 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	2 820,44 \$
Repas	259,21 \$
Stationnement	141,47 \$
Hébergement	356,67 \$
Autobus Orléans Express	65,54 \$
Location d'une voiture	78,00 \$
Taxi	17,88 \$
Kilométrage et essence	210,07 \$
Total	3 949,28 \$

Région de la Capitale-Nationale (Québec) – 10 juin 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	3 530,44 \$
Location de salles	500,00 \$
Kilométrage	232,29 \$
Stationnement	120,00 \$
Taxi	40,00 \$
Total	4 422,73 \$

Région de Laval (Laval) – 27 juin 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	3 909,42 \$
Repas	183,91 \$
Stationnement	23,25 \$
Hébergement	224,64 \$
Kilométrage et essence	191,78 \$
Location d'une voiture	213,00 \$
Taxi	62,27 \$
Total	4 808,27 \$

Région des Laurentides (Saint-Jérôme) – 12 juillet 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	4 037,42 \$
Repas	177,65 \$
Kilométrage et essence	311,89 \$
Stationnement	27,64 \$
Hébergement	495,41 \$
Location d'une voiture	189,09 \$
Photographe	975,00 \$
Total	6 214,10 \$

Région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (Gaspé) – 15 août 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	7 312,98 \$
Location d'une salle	280,00 \$
Repas	100,65 \$
Kilométrage	359,45 \$
Hébergement	242,68 \$
Location d'une voiture	62,00 \$
Photographe	850,00 \$
Photocopies	5,00 \$
Billets d'avion	5 092,64 \$
Total	14 305,40 \$

Région de l'Outaouais (Gatineau) – 20 août 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	2 982,70 \$
Repas	188,19 \$
Stationnement	20,00 \$
Hébergement	434,57 \$
Essence	135,32 \$
Location d'une voiture	261,78 \$
Total	4 022,56 \$

Région du Nord-du-Québec (Chibougamau) – 16 septembre 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	895,00 \$
Repas	59,24 \$
Billets d'avion	2 912,25 \$
Total	3 866,49 \$

Région de la Côte-Nord (Sept-Îles) – 20 septembre 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	1 051,00 \$
Location de salles	350,00 \$
Repas	361,57 \$
Kilométrage	204,30 \$
Stationnement	2,72 \$
Hébergement	644,36 \$
Location d'une voiture	54,00 \$
Photographe	680,00 \$
Billets d'avion	3 877,85 \$
Total	7 225,80 \$

Outils de communication	
Type de dépenses	Coût
Impressions	60,00 \$
Production de la vidéo de la Tournée	372,87 \$
Total	432,87 \$

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION : SEQ, SO, BSM et SCPMT

VALIDATION :

DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020:

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Exposé et statistiques :

Aucun mandat confié à un adjoint parlementaire.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre

DATE : 30 juillet 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Les informations concernant les ententes fédérales sont présentées à l'annexe 1.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : DGRFC-DFI, DPRC-SEQ, DRI-SDPSQ

VALIDATION : DGRFC-DB

DATE : 2020-05-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40 – ANNEXE 1

Tableau synthèse des transferts fédéraux

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	21 avril 1997	Viser la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi.	622,7 M\$
Entente modifiant l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail et l'Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail	10 juillet 2019	Augmenter la contribution maximale de l'Entente modifiant l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail (EDMT) pour la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi.	65,6 M\$
Entente modificatrice N° 6 à l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	27 mars 2019	Augmenter la contribution maximale de l'EDMT afin de soutenir les travailleurs directement ou indirectement touchés par les révisions économiques ayant des répercussions négatives sur les emplois et les travailleurs au Québec dans le secteur forestier, dans les industries de l'acier et de l'aluminium de même que pour les travailleurs saisonniers pour les exercices financiers 2018-2019 (29,2 M\$) et 2019-2020 (8 M\$).	37,2 M\$
Entente modificatrice N° 7 à l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	10 juillet 2019	Augmenter la contribution maximale de l'EDMT pour la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec financées à même le Compte d'assurance-emploi pour les exercices financiers de 2017-2018 (34,0 M\$) et 2018-2019 (59,9 M\$).	93,9 M\$
Entente modificatrice N° 8 à l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail	5 septembre 2019	Augmenter la contribution maximale de l'EDMT afin de soutenir les travailleurs directement ou indirectement touchés par les révisions économiques ayant des répercussions négatives sur les emplois et les travailleurs au Québec dans les industries de l'acier et de l'aluminium.	6,6 M\$
Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre	10 juillet 2019	Viser la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec pour les personnes éloignées du marché du travail. L'Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO) remplace l'Entente sur le transfert des sommes du Fonds canadien pour l'emploi et l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.	194,3 M\$
Entente modificatrice N° 1 à l'Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre	10 juillet 2019	Permettre de verser la contribution applicable à la mise en œuvre des mesures actives d'emploi du Québec pour les personnes éloignées du marché du travail pour les exercices financiers de 2017-2018 (17,8 M\$) et 2018-2019 (63,6 M\$).	81,4 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40 – ANNEXE 1

Entente Canada-Québec en appui aux travailleurs saisonniers du Québec	29 mai 2018	Entente signée dans le cadre d'un projet pilote visant à répondre aux besoins de formation, d'acquisition de compétences essentielles et de soutien du revenu des travailleurs des industries saisonnières du Québec, tout en assurant la continuité de ce bassin de main-d'œuvre qualifiée desservant l'économie saisonnière pour l'exercice financier 2018-2019.	0,1 M\$
-----------------------------------------------------------------------	-------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Tableau synthèse des ententes administratives

Ententes	Date de signature	But	Sommes reçues du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Agence du revenu du Canada (ARC))	7 juillet 2010	Établit les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au Directeur de l'état civil, à une demande d'inscription à l'allocation canadienne pour enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée administrée par l'ARC.	157 851 \$
Protocole d'entente relatif à la transmission de données de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (ministère de l'Emploi et du Développement social Canada)	31 mars 2010	Visé à établir les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux nouveaux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance de leur enfant au Directeur de l'état civil, à une demande de numéro d'assurance sociale. Permet également d'établir les conditions et les modalités pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l'inscription des naissances au Québec.	246 738 \$
Entente administrative relative à la communication des renseignements de l'état civil visant à simplifier l'accès à certains programmes gouvernementaux (Services aux Autochtones Canada)	28 mars 2013	Visé à établir les conditions et les modalités de communication des renseignements du Directeur de l'état civil vers Services aux Autochtones Canada. En y consentant lors de la déclaration de naissance de leur enfant, les nouveaux parents facilitent et accélèrent la demande éventuelle d'inscription de leur enfant au registre des Indiens, s'il est admissible. L'entente permet également de communiquer à Services aux Autochtones Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de maintenir l'intégrité du registre des Indiens.	1 669 \$

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF
 COLLABORATION : DGRFC-DFI, DPRC-SEQ, DRI-SDPSQ
 VALIDATION : DGRFC-DB
 DATE : 2020-05-20

RG40_Annexe01_05-28_BSM.docx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Le montant total des bonis au rendement

BONIS AU RENDEMENT¹	
Année financière	2019-2020 (données au 25 mars 2020)
Montant	396 706,39 \$²

¹ Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyé au personnel professionnel et au personnel fonctionnaire non syndiqué.

² Exclut un montant total de -5 584,41 \$ en ajustement de bonis.

La convention collective des professionnelles et professionnels a été signée le 3 juillet 2018. Ainsi, des ajustements rétroactifs aux bonis versés antérieurement ont été effectués selon les nouveaux paramètres salariaux, et ce, pour un montant total de – 5 584,41 \$.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC

VALIDATION : DGRFC-DB-SBACR

DATE : 2020-05-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : DGRFC

VALIDATION :

DATE : 2020-05-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Titre :

Pour 2019-2020, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-19

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Titre :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2019-2020 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

a)

Entités	Opération (Exploitation) (k\$)	Capital (Investissement) (k\$)
Ministère – Travail, Emploi et Solidarité sociale	97 057,7	16 126,7
Total	113 184,4	

b) Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

d) En ce qui a trait au nombre d'ETC, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : DGRI
COLLABORATION : DGRFC
VALIDATION : DGRFC
DATE : 20 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2018-2019 et 2019-2020, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année financière :

2019-2020 (du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)	58 899,09 \$
-----------------------------------------------------------	--------------

Voir la liste des associations en annexe.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61 – ANNEXE 1

Liste des remboursements de cotisations

Associations/Corporations/Ordres	Montants
Association des professionnels, industriels et commerçants du secteur Aylmer	300,00 \$
Association des responsables de gestion des plaintes du gouvernement du Québec	300,00 \$
Association forestière Côte-Nord	50,00 \$
Association mondiale des services d'emploi publics	12 782,18 \$
Association of Labor Relations Agencies	531,41 \$
Association québécoise d'information scolaire et professionnelle	85,00 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information	220,00 \$
Barreau du Québec	11 546,91 \$
Chambre de commerce Bellechasse-Etchemins	95,00 \$
Chambre de commerce de Brome-Missisquoi	235,00 \$
Chambre de commerce de Gatineau	920,00 \$
Chambre de commerce de la grande région de Saint-Hyacinthe	210,00 \$
Chambre de commerce de la Haute Matawinie	85,00 \$
Chambre de commerce de la Vallée de la Petite-Nation	206,50 \$
Chambre de commerce de l'est de Portneuf	228,00 \$
Chambre de commerce de Lévis	410,00 \$
Chambre de commerce de Saint-Félix-de-Valois	141,00 \$
Chambre de commerce de Manicouagan	425,00 \$
Chambre de commerce de Maniwaki et Vallée-de-la-Gatineau	450,00 \$
Chambre de commerce de Port-Cartier	350,00 \$
Chambre de commerce de Rawdon	281,25 \$
Chambre de commerce de Saint-Georges	225,00 \$
Chambre de commerce de Saint-Jean-de-Matha	195,00 \$
Chambre de commerce de Sept-Îles	364,00 \$
Chambre de commerce de Val-d'Or	275,00 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	425,00 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	275,00 \$
Chambre de commerce du Pontiac	125,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie Beauharnois-Valleyfield	195,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Drummond	275,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Montcalm	125,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud	452,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Laval	275,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	641,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Thetford Mines	314,99 \$
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières	545,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie des Bois-Francs et de l'Érable	664,96 \$
Chambre de commerce et d'industrie du Centre-Abitibi	357,20 \$
Chambre de commerce Haute-Yamaska	175,00 \$
Collège des médecins	13 002,69 \$
Comité régional pour la valorisation de l'éducation	1 250,00 \$
Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue	60,00 \$
Conseil économique de Beauce	340,00 \$
Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville	25,00 \$
Coopérative de développement régional du Québec	200,00 \$
Corporation de développement économique de Senneterre	40,00 \$
Femmes en affaires d'Amos-région	120,00 \$
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programmes	250,00 \$
Mon Avenir TI	5 000,00 \$
Mouvement québécois de la qualité	1 475,00 \$
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	945,00 \$
Société canadienne d'évaluation	190,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61 – ANNEXE 1

Liste des remboursements de cotisations

Associations/Corporations/Ordres	Montants
Société de développement économique de Drummondville	200,00 \$
Société québécoise d'évaluation de programme	45,00 \$
Total	58 899,09 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RG-64

Titre :

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

Exposé et statistiques :

2019-2020

Référentiel des compétences du futur nécessaires pour le marché du travail

Coût : 60 000 \$

Firme : Thierry Karsenti, 9387-2885 Québec inc.

Sondage téléphonique afin de mesurer les effets bruts et nets des mesures actives offertes aux individus, en cours

Coût : 649 000 \$

Firme : consortium composé de STRATÉGIE ORGANISATION MÉTHODE SOM INC. et ADVANIS JOLICOEUR

Évaluation des services offerts dans les Carrefours jeunesse-emploi du Québec en vertu de l'Entente-cadre entre le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le réseau des Carrefours jeunesse-emploi du Québec - Sondage Web et téléphonique auprès de participants et de non participants et groupes de discussion auprès de participants, non diffusés

Coût : 43 140 \$

Firme : SEGMA RECHERCHE

Évaluation du programme Cabestan - Sondage auprès des bénéficiaires, non diffusé

Coût : 0 \$

Firme : ressources internes

Sondage auprès des prestataires du Programme de Solidarité sociale répondant aux critères d'admissibilité du futur Programme de revenu de base, non diffusé

Coût : 19 400 \$

Firme : SOM inc.

Sondage sur la mobilisation du personnel du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, non diffusé

Coût : 0 \$

Firme : ressources internes

Sondage sur le degré de satisfaction des employés dont le milieu de travail fait l'objet d'une initiative issue du projet AMT au sein du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, non diffusé

Coût : 0 \$

Firme : ressources internes

Sondage sur le degré de connaissance de l'offre de services de Services Québec

Coût : 12 425 \$

Firme : Segma

Sondage sur le degré de satisfaction de la clientèle au regard de la qualité de l'information qui lui est transmise et sur le degré de satisfaction de la clientèle du Ministère à l'égard des services reçus auprès des clientèles des centres d'appels du Ministère

Coût : 21 000 \$

Firme : Lanla

Évaluation du programme objectif emploi – Sondage auprès des prestataires de l'aide financière de dernier recours

Coût 2019-2020 : 11 780 \$

Coût 2020-2021 : 23 560 \$

Coût 2021-2022 : 23 560 \$

Firme : SOM Inc.

Évaluation de la campagne de promotion et de valorisation des métiers et professions les plus demandés

Coûts : 14 190 \$

Firme : Léger (entente conclue par le CSPQ)

Sondages de satisfaction des sites Web sous la responsabilité du Ministère, en continu

Coût : 0 \$

Firme : ressources internes

Sondage qualitatif sur le navettage – région de Lanaudière

Coût : 72 030 \$

Firme : Léger

Enquête sur les réalités des entreprises du Val St-François en matière de main-d'œuvre – région de l'Estrie

Coût : 10 905 \$, dont 3 405 \$ de Services Québec de l'Estrie

Firme : Stratcor et Tenor

Groupes de discussions avec des entreprises et des intervenants économiques sur les enjeux de main-d'œuvre – région de l'Estrie

Coût : 3 000 \$

Firme : Niska

Sondage « Portrait de la problématique de main-d'œuvre sur l'Île l'Orléans – région de la Capitale-Nationale

Coût : 7 830 \$

Contribution Services Québec : 6 264 \$ (80 %)

Sondage en matière de transport – région de la Capitale-Nationale

Coût : 3 300 \$ subventionné à 50 % par Emploi Québec 1 650 \$

Firme : Mobili-T

Estimation des frais supplémentaires se rattachant aux incapacités des membres, employés ou bénévoles des organismes communautaires (Mesure 11 du Plan d'action 2017-2020 à l'égard des personnes handicapés (PAPH) du MTESS)

Coût : 35 000\$

Firme : BIP Recherche INC

Étude sur les obstacles ainsi que sur les mesures et politiques à privilégier afin d'atténuer ceux-ci et/ou favoriser l'embauche et le maintien en emploi des personnes handicapées – Entrevues individuelles et questionnaire en ligne

Coût : 0 \$

Firme : ressources internes

Documentation de l'opinion citoyenne dans le cadre des travaux de Services Québec sur la simplification des démarches administratives pour les personnes proches aidantes – Entrevues individuelles

Coût : 0 \$

Firme : ressources internes

SOURCE : Direction de la recherche, SSSAS
COLLABORATION : SDPSQ, SEQ, SO, Direction de l'évaluation
VALIDATION :
DATE : 2020-05-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-65

Titre : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La Politique québécoise de la jeunesse 2030 a été rendue publique en 2016. Elle est accompagnée de la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021. Cette politique et cette stratégie ont été élaborées par le Secrétariat à la jeunesse (SAJ).

L'objectif général de la Stratégie est d'accompagner les jeunes dans leur parcours vers l'autonomie à la fois dans un contexte de changement démographique et d'une gestion financière saine et respectueuse des générations présentes et futures. Les mesures ciblent particulièrement la population âgée de 15 à 29 ans, ce qui correspond à la population visée par la Politique québécoise de la jeunesse 2030.

Ces mesures se concrétisent par cinq grands axes : Santé, Éducation, Citoyenneté, Emploi, Entrepreneuriat et Relève. Au total, 90 mesures sont financées par la Stratégie et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) est porteur de quatre mesures, à savoir :

- l'Entente-cadre convenue entre le MTESS et le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec;
- le projet de Parcours adapté avec les entreprises d'insertion pour préparer les jeunes des centres jeunesse à intégrer le marché du travail;
- le service spécialisé Jeune pour une intégration en emploi sur mesure pour les jeunes;
- l'examen des conventions collectives et des contrats de régime de retraite contenant des dispositions en fonction de la date d'embauche.

La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) avait la responsabilité de la mesure suivante :

- des bourses de promotion des programmes de formation menant à certaines professions.

Statistiques sur les investissements consentis par mesure :

- Les sommes versées pour l'entente cadre et son avenant : le financement des carrefours jeunesse emploi (CJE) en vertu de l'entente s'établissait à 48,2 M\$ pour la période allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.
- Les sommes versées pour l'année budgétaire 2019-2020 pour le projet Parcours adapté sont de 1,0 M\$.
- Les sommes versées pour l'année budgétaire 2019-2020 pour le service spécialisé Jeune sont de 16,7 M\$.
- Aucun investissement n'a été consenti pour l'examen des conventions collectives et des contrats de régime de retraite contenant des dispositions en fonction de la date d'embauche pour l'année budgétaire 2019-2020. L'action s'est terminée en 2018-2019 par le dépôt du rapport final.
- Les sommes versées par la CPMT pour les bourses de promotion des programmes de formation menant à certaines professions pour l'année budgétaire 2019-2020 sont de 1,7 M\$.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies, Secteur Emploi-Québec

COLLABORATION : Direction du développement de la main-d'œuvre

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-68

Titre :

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La liste des contrats octroyés par le ministère visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse à la question RG-08.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

SOURCE : BSM

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-07-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-69

Titre : Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La politique culturelle du Québec est présentée dans le document intitulé « Partout la culture ». Elle est accompagnée d'un plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023. Cette politique et ce plan d'action ont été élaborés par le Ministère de la culture et des communications du Québec (MCC).

Il n'y a aucune mention explicite du MTESS dans le document intitulé « Partout la culture ». Toutefois, considérant l'action du MTESS dans le cadre de ses engagements en lien avec l'Engagement tripartite en culture, dont il est partie prenante, au même titre que le MCC et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), on peut relever, à travers l'examen des orientations et des objectifs présentés ci-dessous, l'implication du MTESS, et ce, à des degrés divers.

Notons également que l'Engagement tripartite en culture a été entériné en collaboration étroite avec le Comité sectoriel de main-d'œuvre (CSMO) en culture Compétence culture dont le modèle de coordination de la formation continue pour le secteur culturel constitue la base. Ce modèle vise essentiellement à garantir un soutien, de la part de tous les partenaires, au développement des compétences des artistes, des artisans et des travailleurs culturels de toutes les chaînes de création au Québec.

L'Engagement tripartite en culture a été entériné en 2007 et a été jusqu'à ce jour reconduit par les instances concernées. Cet engagement est le fruit d'une entente, généralement renouvelée aux trois ans, entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et le ministère de la culture et des communications (MCC) et vise essentiellement à garantir un soutien à la formation continue dans le domaine des arts et de la culture. En appui aux travailleuses et aux travailleurs de ce secteur, cet engagement permet concrètement de financer les projets de formation et les postes de coordination à la formation continue pour les artistes, les artisans et les travailleurs culturels, ainsi que les organismes et les regroupements du milieu. Le soutien et l'action du MTESS, dans ce contexte précis, visent essentiellement l'accès à la formation continue.

Précisément, le MTESS rend disponible annuellement, et ce jusqu'en 2023, les sommes qui sont destinées à financer les projets de formation qui sont déposés par les regroupements et les associations œuvrant en culture pour le développement des compétences des artistes, des artisans et des travailleurs culturels, à partir d'ententes conclues régionalement, par le biais de la « Mesure de formation de la main-d'œuvre - volet entreprises (MFOR-E) ».

L'Engagement tripartite en culture a été reconduit jusqu'en 2023. La Stratégie nationale pour la main-d'œuvre 2018-2023 (SNMO) (aujourd'hui intégré au Plan d'action pour la main-d'œuvre) comporte, à travers la mesure 40, des bonifications importantes en ce qui a trait au soutien aux artistes, aux artisans et aux travailleurs culturels pour ce qui touche précisément à la formation continue et au développement des compétences, de même qu'au soutien aux artistes en transition de carrière.

Statistiques sur les investissements consentis

- Sommes versées en 2019-2020 pour la formation continue en culture par le MTESS (ententes régionales de financement en MFOR-E) : 3.4 M \$ (données opérationnelles obtenues des Directions régionales de Service Québec).
- Sommes versées en 2019-2020 par la CPMT pour le financement des postes de coordination en formation continue : 825 000 \$.
- Sommes versées en 2019-2020 par le MTESS par le biais de la Mesure 40 de la SNMO : 5.1 M \$ (pour un investissement total, d'ici 2023, de l'ordre de 24,9 M \$).

Autres informations concernant la politique culturelle du Québec

Orientations et objectifs de la politique pouvant toucher à la collaboration du MTESS:

- Orientation 2 : Façonner un environnement propice à la création et au rayonnement des

arts et de la culture.

- Objectif 2.6 : Offrir aux artistes et aux travailleuses et travailleurs culturels l'accès à un continuum cohérent de formation professionnelle et de perfectionnement.
- Orientation 4 : Accroître l'apport de la culture et des communications à l'économie et au développement du Québec.
 - Objectif 4.1 : Créer des conditions propices à l'éclosion et au développement de l'entrepreneuriat culturel.
 - Objectif 4.2 : Encourager les approches transversales et le partenariat entre les organisations.
 - Objectif 4.5 : Accroître les compétences numériques.

Informations complémentaires concernant le plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023 pouvant toucher à la collaboration du MTESS:

- Orientation 1 : Contribuer à l'épanouissement individuel et collectif grâce à la culture.
 - Objectif 1.1, Mesure 1 : Centrer l'approche gouvernementale en matière de langue française sur la promotion et la valorisation et sur ses liens indissociables avec la culture.
 - Objectif 1.2, Mesure 2 : Encourager la pratique du loisir culturel et les initiatives utilisant la culture comme outil d'intervention sociale.
- Orientation 2 : Façonner un environnement propice à la création et au rayonnement des arts et de la culture.
 - Objectif 2.5, Mesure 16 : Mettre en œuvre des solutions concrètes à la problématique de l'emploi, de la rémunération et de la protection sociale des artistes professionnels et des travailleurs culturels.
 - Objectif 2.6, Mesure 17 : Bonifier l'accès des artistes et des travailleurs culturels à la formation.
 - Objectif 2.7, Mesure 18 : Mettre en place des actions visant l'égalité entre les femmes et les hommes et l'équité dans le secteur culturel.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies (DPES), Secteur Emploi-Québec

COLLABORATION :

Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle (DDCIS)

VALIDATION :

DATE : 23 avril 2020

Informations complémentaires à la fiche RG-70

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-70

Titre :

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Exposé et statistiques :**Médias communautaires**

Total des dépenses réalisées au sein de médias communautaires : 47 168,15 \$

Pourcentage par rapport au total des dépenses en placement publicitaire : 3 %

Internet et médias sociaux

Total des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux : 698 482,44 \$

Pourcentage par rapport au total des dépenses en placement publicitaire : 51 %

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 8 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-84

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- A. le nombre d'autorisations;
- B. le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- C. le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- D. le montant accordé;
- E. les motifs de la demande.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat ayant été conclu entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 n'a fait l'objet d'une autorisation en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1).

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-26

Informations complémentaires à la fiche RG-85

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-85

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations sont incluent dans la réponse à la question 8.

SOURCE : DGRFC-SGC

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-87

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques :

Cinq comités sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ont été formés au cours de l'exercice 2019-2020. À cet effet, vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

COLLABORATION : BSM / SSSAS / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP / SDPSQ / SRE / SO

DATE : 10 juin 2020

LISTE DES COMITÉS POUR L'ANNÉE 2019-2020

Comité / Source ¹	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes ²	Date de mise en place de ce comité ³	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2020
Comité directeur du projet sur le registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	Veiller au bon déroulement du projet relatif à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis).	<ul style="list-style-type: none"> – Jacynthe Dolbec (MTESS) – Dominique Paré (MTESS) – Sonia Grenier (MTESS) – Sophie Bérubé (MTESS) – Moulay Youssef Selmani (MTESS) – Marjorie Théberge (Office de la protection du consommateur ou OPC) 	s.o.	12 septembre 2019 Donne suite à une entente convenue entre l'Office de la protection du consommateur et le MTESS pour la réalisation des travaux afférents à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture, tel que prévu au projet de loi 178, <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la protection du consommateur</i> , sanctionné en juin 2018.	Aucun

¹ Source : Comités mandatés par le MTESS

² Il s'agit des honoraires professionnels autres que les salaires réguliers de ces personnes et les frais de déplacements

³ Indiquer en vertu de quoi s'il y a lieu. (Loi, décision du Conseil des ministres, etc.)

Comité / Source ¹	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes ²	Date de mise en place de ce comité ³	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2020
Comité directeur du projet ORDRE	Veiller au bon déroulement du projet visant la mise en place d'un outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) aussi appelé Bureau de l'enquêteur (respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis).	<ul style="list-style-type: none"> - Jacynthe Dolbec (MTESS) - Brigitte Dumas (MTESS) - Yves Pepin (MTESS) - Yvon Caron (Revenu Québec) - Pascal Laclair (Commission de la construction du Québec) 	s.o.	4 avril 2019 Donner suite au Plan d'action pour assurer l'équité fiscale déposé à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances le 10 novembre 2017. Ce plan contient plusieurs mesures concernant le Registraire des entreprises, dont la mesure 10 qui vise à rendre plus accessibles les informations contenues au registre des entreprises du Québec.	Aucun
Comité directeur du projet MRAS (Multi-Registry Access Service)	Veiller au bon déroulement du projet, informer et prendre des décisions concernant les enjeux du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Yves Pepin (MTESS) - Valérie Dran (MTESS) - Sylvie Plamondon (MTESS) - Richard Grenier (Revenu Québec) 	s.o.	16 janvier 2020 Le Registraire des entreprises participe avec ses partenaires membres de l'Association canadienne des administrateurs des lois sur les compagnies (ACALC) regroupant	Aucun

Comité / Source ¹	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes ²	Date de mise en place de ce comité ³	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2020
Comité stratégique sur les travaux d'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire	Établir les grandes orientations concernant les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire et faire le lien avec les autorités des ministères et organismes participants	<ul style="list-style-type: none"> – Nicolas Paradis (MAMH & SRM) – Ian Morissette (MCC) – Philippe Dubuisson (MEI) – Anne-Marie Lepage (MEES) – Dominique Breton (MEES) – Éric Théroix (MELCC) – France Dompierre (MFA) – Julie Gingras (MFQ) – Madeleine Fortin (MFFP) – Geneviève Lavoie (MIIF) 	s.o.	les administrateurs d'organisations publiques responsables de la publicité légale des entreprises, à des travaux visant la réduction du fardeau administratif lié à l'immatriculation des entreprises opérant dans plus d'une province canadienne. Ainsi est né le projet (MRAS/SAMR). Le gouvernement fédéral chapeaute le projet afin de développer le mécanisme central auquel les provinces participent.	Aucun

Comité / Source ¹	Mandat	Liste des personnes y siégeant	Honoraires donnés à ces personnes ²	Date de mise en place de ce comité ³	Frais de fonctionnement annuel au 31 mars 2020
		<ul style="list-style-type: none"> - Julien-Maurice Laplante (MIQ) - Marjorie Théberge (OPC) - Anne Hébert (OPHQ) - Hélène Drainville (MRIF) - Chantal Maltais (MSSS) - Catherine Ferembach (SCF) - Réjean Houle (MCE-SAJ) - Patrick Brunelle (MCE-SAA) - William Floch (MCE-SRQEA) - Véronyck Fontaine (MSP) - Francis Mathieu (SHQ) - Martin Simard (SAAQ) - Patrick Lahaie (MTESS) - Roger Tremblay (MTESS) 		gouvernemental en matière d'action communautaire.	
Comité directeur du projet visant la réduction des inventaires et des délais de traitement des inscriptions aux registres de l'état civil	Orienter les travaux, fixer les objectifs, approuver les livrables et rendre compte, à la sous-ministre, de l'évolution des travaux et des résultats atteints.	<ul style="list-style-type: none"> - Marie-Claude Rioux (MTESS) - Hermel Grandmaison (MTESS) - Caroline Drouin (MTESS) - Catherine Bédard (MTESS) - Chantal Maltais (MTESS), remplacée par Patrick Lahaie depuis le 3 février 2020. 	s.o.	21 mars 2019	Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-92

Titre :

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Exposé et statistiques :

Référez à la réponse de la question RG-15 m.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-93

Titre :

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués ;
- c) Rémunération totale déboursée.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de stagiaires reçus :

Au 31 mars 2020, on dénombre 83 personnes ayant œuvré comme stagiaires au Ministère au cours de la période 2019-2020.

- b) Heures de stages effectuées :

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- c) Rémunération totale déboursée :

Au 31 mars 2020, la rémunération des stagiaires pour la période 2019-2020 s'élève à 384 985,43\$.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-05-25